

Bordereau attestant l'exactitude des informations - VERSAILLES - 7803 - Actes des sociétés (A) -
Dépôt le 17/09/2024 - 21201 - 2022 B 03029 - 891 476 681 - A4 CONCEPT

A4 CONCEPT
SAS au capital de 60 000 euros
Siège social : 3 place royale
78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

RCS Versailles 891 476 681

PROCES VERBAL DE LA REUNION DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE ANNUELLE DU 21 JUIN 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le 21 juin à 9h30, au siège social, les actionnaires de la société par actions simplifiée A4 CONCEPT, au capital de 60.000 euros, divisé en six cent parts, se sont réunis en assemblée générale ordinaire, sur convocation de Madame Chloé SAROT.

Sont présents :

- Madame Chloé SAROT, associée
- Monsieur Adrien TEIXEIRA, associé
- Monsieur Alexis RODRIGUES, associé
- Maître Xavier CHABEUF, avocat au Barreau de Paris, Cabinet Cardinal A.A.R.P.I
- Madame Marie PETIT, élève-avocate, Cabinet Cardinal A.A.R.P.I
- Maître Pierre GODINOT, avocat au Barreau de Nice, SELARL Cabinet Godinot, représentant Madame Clécie MENDES, associée

Tous les actionnaires étant présents ou représentés, l'assemblée peut valablement délibérer et est déclarée régulièrement constituée.

Madame Chloé SAROT, préside la réunion.

Maître Xavier CHABEUF, avocat de la Société, est désigné comme secrétaire.

La Présidente dépose devant l'assemblée et met à la disposition de ses membres :

- Une copie de la lettre de convocation des actionnaires,
- Le pouvoir de Madame Clécie MENDES à Maître Pierre GODINOT,
- Le bilan, le compte de résultat et son annexe arrêtés au 31/12/2022,
- Le bilan, le compte de résultat et son annexe arrêtés au 31/12/2023,
- Le rapport de gestion 2023,
- Le rapport de gestion 2024,
- Le rapport spécial de la Présidente,
- Le texte des résolutions proposées,
- Le projet de modification des statuts.

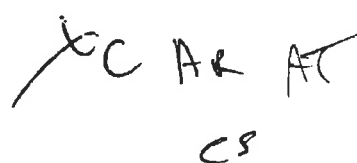
Elle précise que tous les documents prescrits par l'article R. 223-18 du code de commerce et qu'elle énumère, ont été adressés aux actionnaires ou tenus à leur disposition au siège social dans les délais prévus par ledit article.

Certifié conforme par le Président





1/12



L'assemblée, sur sa demande, lui donne acte de ses déclarations et reconnaît la validité de sa convocation.

La Présidente rappelle alors l'ordre du jour qui est le suivant :

1. De la compétence de l'assemblée générale ordinaire :

- Exercice clos le 31 décembre 2022 :
 - Rapport de gestion de la Présidente,
 - Rapport spécial de la Présidente sur les conventions visées à l'article L.227-10 du code de commerce et approbation desdites conventions,
 - Approbation des comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2022 et quitus à la Présidente,
 - Approbation des charges non déductibles fiscalement,
 - Affectation du résultat de l'exercice,
 - Rémunération de la Présidente,
- Exercice clos le 31 décembre 2023 :
 - Rapport de gestion de la Présidente,
 - Rapport spécial de la Présidente sur les conventions visées à l'article L.227-10 du code de commerce et approbation desdites conventions,
 - Approbation des comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2023 et quitus à la Présidente,
 - Approbation des charges non déductibles fiscalement,
 - Affectation du résultat de l'exercice,
 - Rémunération de la Présidente,
 - Renouvellement du mandat de la Présidente.

2. De la compétence de l'assemblée générale extraordinaire :

- Modification de l'article 18 des statuts relative au Président,
- Modification de l'article 19 des statuts relative au Directeur Général,
- Nomination d'un Directeur Général et fixation de sa rémunération,
- Procuration pour l'accomplissement des formalités.

Elle donne lecture du rapport de gestion de la Présidente, du rapport spécial, puis présente à l'assemblée le bilan, le compte de résultat et ses annexes. Elle donne ensuite lecture du projet de modification des statuts.

Enfin, la discussion est ouverte.

Maître Pierre GODINOT, représentant de Madame Clécie MENDES, demande la parole et soulève deux points :

- Le montant total des charges d'exploitation indiqué dans le compte de résultat de l'exercice 2022 présente une erreur de calcul,
- L'article 21 des statuts a été modifié avant l'Assemblée Générale sans que cela ne figure à l'ordre du jour.

Il est convenu par l'Assemblée Générale que :

- L'irrégularité contenue dans le compte de résultat de l'exercice 2022 relève d'une simple erreur matérielle,
- L'Assemblée Générale accepte d'ajouter une résolution 12 bis aux fins de voter la modification de l'article 21 des statuts.

PG

2/12

AC AR AT
CS

Ces éléments rappelés, la Présidente met successivement aux voix les résolutions suivantes qui sont à l'ordre du jour :

1/ DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE :

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion de la Présidente, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ce rapport.

En conséquence, l'Assemblée donne à la Présidente quitus de l'exécution de son mandat pour l'exercice écoulé.

En application de l'article 223 quater du Code général des impôts, l'Assemblée Générale approuve le montant des dépenses et charges non déductibles fiscalement visées à l'article 39, 4 dudit code, qui s'élèvent à un montant global de 235 euros, ainsi que l'impôt correspondant.

Cette résolution est adoptée.

Votent oui :

- *Madame Chloé SAROT*
- *Monsieur Adrien TEIXEIRA*
- *Monsieur Alexis RODRIGUES*

S'abstient : Madame Clécie MENDES

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2022 s'élevant à 28 450 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	28 450 euros
------------------------	--------------

Auquel s'ajoute :

Le report à nouveau antérieur	30 086 euros
Pour former un bénéfice distribuable de	58 536 euros

En totalité au compte "report à nouveau" qui s'élève ainsi à 58 536 euros.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués depuis la constitution de la Société ont été les suivants :

Exercice clos le 31/12/2021 : 20 000 euros,
dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 20 000 euros

PG
JC
AR
CS
AT

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial de la Présidente sur les conventions visées par l'article L. 227-10 du Code de commerce, et statuant sur ce rapport, approuve successivement chacune des conventions qui y sont mentionnées.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'approuver la rémunération brute allouée au cours de l'exercice écoulé à la Présidente, qui s'est élevée à un montant de 7 462,32 euros.

L'Assemblée Générale décide de verser une rémunération brute annuelle de 52 954,92 € (salaire de base) pour l'année 2024 au Président.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

CINQUIEME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion de la Présidente, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ce rapport.

En conséquence, l'Assemblée donne à la Présidente quitus de l'exécution de son mandat pour l'exercice écoulé.

En application de l'article 223 quater du Code général des impôts, l'Assemblée Générale approuve le montant des dépenses et charges non déductibles fiscalement visées à l'article 39, 4 dudit code, qui s'élèvent à un montant global de 722 euros, ainsi que l'impôt correspondant.

Cette résolution est adoptée.

Votent oui :

- Madame Chloé SAROT
- Monsieur Adrien TEIXEIRA
- Monsieur Alexis RODRIGUES

S'abstient : Madame Clécie MENDES

PG

XC AR
CS AT

SIXIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2023 s'élevant à 36 202 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	36 202 euros
------------------------	--------------

Auquel s'ajoute :

Le report à nouveau antérieur	58 536 euros
Pour former un bénéfice distribuable de	94 738 euros

En totalité au compte "report à nouveau" qui s'élève ainsi à 94 738 euros.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués depuis la constitution de la Société ont été les suivants :

Exercice clos le 31/12/2021 : 20 000 euros,
dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 20 000 euros

Exercice clos le 31/12/2022 : Néant

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial de la Présidente sur les conventions visées par l'article L. 227-10 du Code de commerce, et statuant sur ce rapport, approuve successivement chacune des conventions qui y sont mentionnées.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

HUITIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'approuver la rémunération brute allouée au cours de l'exercice écoulé à la Présidente, qui s'est élevée à un montant de 44 773,92 euros.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

NEUVIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat de la Présidente, Madame Chloé SAROT, venait à expiration le 5 novembre 2021, décide de régulariser le renouvellement de son mandat pour la période du 6 novembre 2021 au 5 novembre 2022, du 6 novembre 2022 au 5 novembre 2023 et décide de renouveler son mandat sur la période du 6 novembre 2023 au 21 juin 2024.

PG
XC
CS AR AT

L'Assemblée donne à la Présidente quitus de l'exécution de son mandat sur la période du 5 novembre 2021 au 21 juin 2024.

Cette résolution est adoptée.

Votent oui :

- Madame Chloé SAROT
- Monsieur Adrien TELXEIRA
- Monsieur Alexis RODRIGUES

S'abstient : Madame Clécie MENDES

2/ DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE :

DIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de modifier l'article 18 des statuts comme suit :

« ARTICLE 18 - PRESIDENT DE LA SOCIETE

La société est représentée, dirigée et administrée par un président, personne physique ou morale, associée ou non de la Société.

Désignation

Le président de la Société est désigné par décision collective des associés réunis en assemblée générale extraordinaire.

La personne morale présidente est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le président, personne physique, ou le représentant de la personne morale président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

Durée des fonctions

Le président est nommé pour une durée non limitée.

Les fonctions de président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de trois mois, lequel pourra être réduit lors de la consultation de la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du président démissionnaire.

PG

AC

AR

CS

AT

La démission du président n'est recevable que si elle est adressée à chacun des associés par lettre recommandée.

Le président peut être révoqué par décision de la collectivité des associés prise à l'initiative d'un ou plusieurs associés réunissant au moins 70 % du capital et des droits de vote de la Société et adopté à 70% des voix des associés présents ou représentés.

En outre, le président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale,
- incapacité ou faillite personnelle du président personne physique,
- mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du président personne morale,
- exclusion en qualité d'associé.

Rémunération

Le président peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées par la décision de nomination ou par toute autre assemblée ordinaire. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

La rémunération du président est fixée par une décision collective adoptée par des associés réunis en assemblée générale ordinaire.

En outre, le président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

Pouvoirs du président

Le président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés.

Le président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société dans la limite de l'objet social, exception faite des décisions relevant de la collectivité des associés et listées à l'article 21 des présents Statuts. En particulier, les décisions suivantes relèvent de la collectivité des associés :

- Souscription d'un emprunt ou concours bancaire d'un montant unitaire supérieur à un montant fixé par décision collective ordinaire des associés, ou à défaut d'une telle décision, d'un montant unitaire de 100 000 €
- Octroi de toute sûreté d'un montant unitaire supérieur à un montant fixé par décision collective ordinaire des associés, ou à défaut d'une telle décision, d'un montant unitaire de 100 000 €
- Octroi de prêt par la Société d'un montant unitaire supérieur à un montant fixé par décision collective ordinaire des associés, ou à défaut d'une telle décision, d'un montant unitaire de 50 000 €
- Réalisation d'investissement ou de désinvestissement d'un montant unitaire supérieur à un montant fixé par décision collective ordinaire des associés, ou à défaut d'une telle décision, d'un montant unitaire de 100 000 €
- Engagement contractuel (autre qu'un emprunt, concours bancaire, investissement, désinvestissement, sûreté, prêt) d'un montant unitaire supérieur à un montant fixé par décision

PF XC AT
AR CS

collective ordinaire des associés, ou à défaut d'une telle décision, d'un montant unitaire de 1 000 000 €.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du président sont inopposables aux tiers.

La Société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes. »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

ONZIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide de modifier l'article 19 des statuts comme suit :

« ARTICLE 19 - DIRECTEUR GENERAL

Désignation

La collectivité des associés réunie en assemblée générale ordinaire peut nommer une ou plusieurs personnes physiques ou une ou plusieurs personnes morales en qualité de Directeur Général pour assister le Président.

La personne morale Directeur Général est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeur Général en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Directeur Général personne physique peut être lié à la Société par un contrat de travail.

Durée des fonctions

La durée des fonctions du ou des Directeurs Généraux est fixée dans la décision de nomination et ne peut excéder celle du mandat du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le ou les Directeurs Généraux conservent leurs fonctions jusqu'à la nomination du nouveau Président, sauf décision contraire des associés.

Les fonctions de directeur général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le ou les directeurs généraux peuvent démissionner de leur mandat par lettre recommandée adressée au président, sous réserve de respecter un préavis de trois mois, lequel pourra être réduit lors de la décision

PG
CS
JC
AR
AT

du président qui nommera un nouveau directeur général en remplacement du directeur général démissionnaire.

Révocation

Le ou les directeurs généraux peuvent être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par l'organe ayant procédé à sa nomination. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

En outre, le ou les directeurs généraux sont révoqués de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale,

incapacité ou faillite personnelle du directeur général personne physique,

mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du directeur général personne morale,

exclusion en qualité d'associé.

Rémunération

Le ou les directeurs généraux peuvent recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées dans la décision de nomination ou par une décision ultérieure. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le ou les directeurs généraux sont remboursés de leurs frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

Pouvoirs du directeur général

Le ou les directeurs généraux disposent des mêmes pouvoirs que le président, sous réserve des limitations éventuellement fixées par la décision de nomination ou par une décision ultérieure.

Le ou les directeurs généraux disposent du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.»

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DOUZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale nomme en qualité de Directeur Général de la Société sans limitation de durée :

Monsieur Alexis RODRIGUES
Né à SARTROUVILLE, le 15 avril 1992
De nationalité française
Demeurant 117 avenue de Tobrouk 78500 SARTROUVILLE

Conformément aux dispositions des statuts, Monsieur Alexis RODRIGUES disposera des mêmes pouvoirs de direction que la Présidente.

TF XC AR AT
CS

En aucun cas Monsieur Alexis RODRIGUES aura le droit de représenter la Société à l'égard des tiers.

Monsieur Alexis RODRIGUES ainsi nommé accepte les fonctions de Directeur Général et déclare, en ce qui le concerne, n'être atteint d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptibles d'empêcher sa nomination et l'exercice de ses fonctions.

L'Assemblée Générale des associés décide de verser une rémunération brute annuelle de 52 954,92 € (salaire de base) pour l'année 2024 au Directeur Général.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DOUXIEME RÉSOLUTION BIS

L'ordre du jour ne comportant pas cette résolution, l'Assemblée Générale accepte d'ajouter une résolution douze bis par laquelle elle décide de modifier l'article 21 des statuts comme suit :

« ARTICLE 21 - DECISIONS COLLECTIVES

La collectivité des associés exerce les pouvoirs qui lui sont attribués par la loi.

Les décisions collectives des associés sont qualifiées, soit d'ordinaires, soit d'extraordinaires.

Les décisions suivantes sont obligatoirement prises collectivement par les associés :

- *Décisions qualifiées d'ordinaires :*

- *Nomination et rémunération du président ;*
- *Nomination, rémunération et durée du mandat du directeur général ;*
- *Nomination des commissaires aux comptes titulaires et suppléants ;*
- *Approbation des conventions réglementées conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés ;*
- *Fixation ou modification des seuils unitaires définis pour les engagements pris par le président, le directeur général ;*
- *Souscription d'un emprunt ou concours bancaire d'un montant unitaire supérieur à un montant fixé par décision collective ordinaire des associés, ou à défaut d'une telle décision, d'un montant unitaire de 100 000 € ;*
- *Octroi de toute sûreté d'un montant unitaire supérieur à un montant fixé par décision collective ordinaire des associés, ou à défaut d'une telle décision, d'un montant unitaire de 100 000 € ;*
- *Octroi de prêt par la Société d'un montant unitaire supérieur à un montant fixé par décision collective ordinaire des associés, ou à défaut d'une telle décision, d'un montant unitaire de 50 000 € ;*
- *Réalisation d'investissement ou de désinvestissement d'un montant unitaire supérieur à un montant fixé par décision collective ordinaire des associés, ou à défaut d'une telle décision, d'un montant unitaire de 100 000 € ;*
- *Engagement contractuel (autre qu'un emprunt, concours bancaire, investissement, désinvestissement, sûreté, prêt) d'un montant unitaire supérieur à un montant fixé par décision collective ordinaire des associés, ou à défaut d'une telle décision, d'un montant unitaire de 1 000 000 €.*

- Approbation des comptes annuels et affectation du résultat ;
- **Décisions qualifiées d'extraordinaires :**
 - Révocation du président ;
 - Acquisition d'une participation dans une société ;
 - Dissolution anticipée de la Société, ou poursuite de l'activité sociale, si les capitaux propres deviennent inférieurs à la moitié du capital social ;
 - Fusion, scission, dissolution, apport partiel d'actif, vente de fonds de commerce, transformation ;
 - Émission de valeurs mobilières donnant accès ou non au capital ;
 - Transformation de la Société ;
 - Prorogation de la durée de la Société ;
 - Suspension des droits de vote et exclusion d'un associé ou cession forcée de ses actions,
 - Augmentation, amortissement ou réduction du capital ;
 - Liquidation, nomination du liquidateur et toutes décisions relatives aux opérations de liquidation ;
 - Transfert du siège social de la Société sur le territoire français ;
 - Toutes modifications statutaires, sous réserve des dispositions particulières des Statuts ;
- **Décisions prises à l'unanimité :**
 - Toutes décisions requérant l'unanimité des associés en application de la loi ;
 - Augmentation des engagements des associés ;
 - Agrément des cessions d'actions.

Sauf stipulations spécifiques contraires et expresses des présents statuts, toutes les décisions autres que celles énumérées par le présent article relèvent de la compétence du président et du directeur général ».

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TREIZIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

*

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée. De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, qui a été signé par le Président et les actionnaires.

Madame Chloé SAROT
 Présidente et associée





AR

11/12

AT

XC
CS

Monsieur Adrien TEIXEIRA
Associé



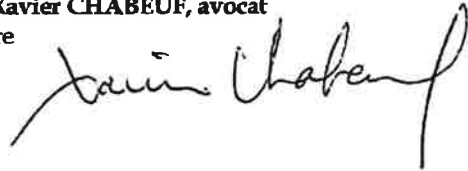
Monsieur Alexis RODRIGUES
Associé



Madame Clécie MENDES, représentée par Maître Pierre GODINOT
Associée



Maître Xavier CHABEUF, avocat
Secrétaire



A4 CONCEPT

Société par actions simplifiée au capital de 60.000 euros
Siège social : 3 place Royale 78100 SAINT GERMAIN EN LAYE
RCS VERSAILLES 891 476 681

STATUTS

Mis à jour le 21 juin 2024

Certifié conforme par le Président

LES SOUSSIGNES :

Monsieur Adrien TEIXEIRA

Né le 21 septembre 1993 à Maisons-Laffitte (78600)
Résidant 7 LES CLAIRS LOGIS- 78780 MAURECOURT
Pacsé
Exerçant la profession de conducteur de travaux
De nationalité française.

Monsieur Alexis RODRIGUES

Né le 15 avril 1992 à Sartrouville (78500)
Résidant 117 avenue de Tobrouk - 78500 Sartrouville
Célibataire
Exerçant la profession de chargé d'affaires travaux
De nationalité française.

Madame Chloé, Amandine, Marie PERROT, épouse SAROT

Née le 4 mai 1990 à Fontenay-aux-Roses (92260)
Résidant 47 rue de la Paroisse - 78000 Versailles
Mariée sous le régime de la communauté légale à défaut de contrat préalable à son union
avec Monsieur Marc-Alexandre SAROT intervenue le 21 février 2014
Exerçant la profession d'architecte
De nationalité française.

Madame Clécie MENDES

Née le 3 janvier 1995 à Aubergenville (78410),
Résidant 13 rue Frichet 78410 BOUAFLE
Pascée
Exerçant la profession d'architecte d'intérieur
De nationalité française.

établissent ainsi qu'il suit les statuts d'une société par actions simplifiée (ci-après dénommée la « Société ») qu'il ont décidé d'instituer.

ARTICLE 1 - FORME

Il existe entre les propriétaires des actions ci-après créées et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, et par les présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés et ne peut pas faire appel public à l'épargne.

ARTICLE 2 - OBJET SOCIAL

La Société a pour objet, en France et à l'étranger : toutes prestations de conseil en immobilier ; toutes prestations de conception de biens immobiliers ; toutes opérations de

construction, rénovation, extension, démolition de biens immobiliers ; l'achat et la vente de mobilier et objets de décoration ; et toutes activités se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ainsi défini.

La Société a également pour objet :

- la participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, mobilières ou immobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ;
- la création, l'acquisition, la prise en gérance libre de tous établissements commerciaux, agences immobilières et autres, la location ou l'achat de tous immeubles pouvant servir de manière quelconque à l'objet social ;
- toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination sociale est : "A4 CONCEPT".

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé 3 place Royale 78100 SAINT GERMAIN EN LAYE.

Il peut être transféré en tout autre endroit du territoire français par décision collective des associés prise à la majorité des deux tiers.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf années à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

La décision de prorogation de la durée de la Société est prise par décision collective des associés sur convocation du président un an au moins avant la date d'expiration de la Société. A défaut, tout associé peut demander au président du tribunal de commerce du lieu du siège social statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice afin de provoquer l'assemblée et la décision ci-dessus prévue.

ARTICLE 6 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de soixante mille euros (60 000 €).

Il est divisé en six cents (600) actions de cent (100) euros de même catégorie, libérées intégralement au moment de la constitution de la société.

ARTICLE 7 - APPORTS

Lors de la constitution, il a été apporté une somme totale de soixante mille (60.000) euros.

Ont apporté à la société :

1. Monsieur Adrien TEIXEIRA, une somme en numéraire de douze mille euros (12.000 €) libérée intégralement lors de la constitution de la société
2. Monsieur Alexis RODRIGUES, une somme en numéraire de dix-huit mille euros (18.000 €) libérée intégralement lors de la constitution de la société
3. Madame Chloé SAROT, une somme en numéraire de dix-huit mille euros (18.000 €) libérée intégralement lors de la constitution de la société
4. Madame Clécie MENDES, une somme en numéraire de douze mille euros (12.000 €) libérée intégralement lors de la constitution de la société

Soit au total 60.000 € correspondant au montant du capital social.

L'intégralité de la somme, soit soixante mille euros (60.000 euros) a été déposée le 5 novembre 2020 au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation, à la Banque BNP PARIBAS, sis Immeuble Le Futura, 23 Place Wicklow à Montigny-Le-Bretonneux (75180).

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

I - Le capital social peut être augmenté par tous moyens et selon toutes modalités, prévus par la loi.

Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

La collectivité des associés est seule compétente pour décider, sur le rapport du président, une augmentation de capital immédiate ou à terme. Elle peut déléguer cette compétence au président dans les conditions fixées à l'article L. 225-129-2 du Code de commerce.

Lorsque la collectivité des associés décide l'augmentation de capital, elle peut déléguer au président le pouvoir de fixer les modalités de l'émission des titres.

En cas d'augmentation par émission d'actions de numéraire ou émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, un droit préférentiel à la souscription de ces actions est réservé, dans les conditions légales, aux propriétaires d'actions existantes autres que des actions de préférence sans droit de vote

CS

auxquelles est attaché un droit limité aux dividendes, aux réserves ou au partage de l'actif de liquidation, même si elles récupèrent un droit de vote au cours de leur existence.

Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel et la collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital peut décider, dans les conditions prévues par la loi, de supprimer ce droit préférentiel de souscription.

Si la collectivité des associés ou, en cas de délégation le président, le décide expressément, les titres de capital non souscrits à titre irréductible sont attribués aux associés qui auront souscrit un nombre de titres supérieur à celui auquel ils pouvaient souscrire à titre préférentiel, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leurs demandes.

Si l'augmentation du capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, la collectivité des associés délibère aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les décisions ordinaires.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

II - Le capital social peut être réduit par tous procédés et selon toutes modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur, en vertu d'une décision des associés qui peuvent déléguer au président tous pouvoirs pour la réaliser.

ARTICLE 9 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 10 - TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

La transmission des actions émises par la Société s'opère à l'égard de celle-ci et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de

mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dénommé « *registre des mouvements* ».

La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard dans les VINGT (20) jours ouvrés qui suivent celle-ci.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société, est signé par le cédant ou son mandataire.

ARTICLE 11 - DROIT DE PREEMPTION

La cession d'actions de la Société soumis à l'agrément prévu à l'article 12 des statuts est soumise au respect du droit de préemption des associés défini ci-après :

L'associé cédant doit notifier son projet au président de la Société et aux autres associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant les informations sur le cessionnaire (nom, adresse et nationalité ou, s'il s'agit d'une personne morale, dénomination, siège social, capital, numéro R.C.S., identité des associés et des dirigeants), le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix et les conditions de la cession projetée.

Les associés disposent d'un délai de 15 jours suivant la réception de cette notification pour faire connaître à l'associé cédant et au président de la Société s'ils exercent leur droit de préemption, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

En l'absence de notification en réponse dans ce délai, l'associé cédant est libre de procéder à la cession envisagée.

Lorsque les droits de préemption sont supérieurs au nombre d'actions dont la cession est projetée, lesdites actions sont réparties par le président entre les associés qui ont notifié leur demande de préemption au prorata de leur participation au capital de la Société et dans la limite de leurs demandes.

Lorsque les droits de préemption sont inférieurs au nombre d'actions dont la cession est projetée, les droits de préemption sont réputés n'avoir jamais été exercés et l'associé cédant est libre de réaliser l'opération au profit du cessionnaire mentionné dans sa notification et aux conditions ainsi notifiées.

En cas d'exercice du droit de préemption, la cession doit intervenir dans le délai d'un mois contre paiement du prix mentionné dans la notification de l'associé cédant.

Toute cession réalisée en violation du droit de préemption est nulle.

Lorsque tout ou partie des actions dont la cession est projetée n'a pas été préemptée dans les conditions ci-dessus, le cédant doit, si le cessionnaire est non associé, se soumettre à la procédure d'agrément exposée à l'article 12.

ARTICLE 12 - AGREMENT

La cession de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital est libre entre associés ainsi qu'envers toute personne morale dont un associé détient le contrôle.

La cession de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital à un tiers à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés.

Le cédant doit notifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une demande d'agrément au président de la Société en indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital dont la cession est envisagée et le prix offert.

Dans le délai d'une semaine suivant sa réception par le président, cette demande d'agrément est transmise par le président aux associés qui disposent d'un délai de quatre semaines pour exprimer leur refus d'agrément par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au président de la Société.

L'agrément résulte d'une décision collective des associés statuant à la majorité absolue des associés disposant du droit de vote.

Les associés ne se prononçant pas sont réputés agréer le nouveau associé.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée.

A l'issue du délai de quatre semaines laissé aux associés pour exprimer leur refus d'agrément dans les conditions susvisées, le président de la Société dispose d'un délai de deux semaines pour notifier la décision des associés au cédant, par lettre recommandée.

A défaut de notification dans les six semaines qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé acquis.

En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions prévues dans la demande d'agrément.

En cas de refus d'agrément, la Société est tenue, dans un délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital, soit par un associé ou par un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue d'une réduction du capital.

A défaut d'accord entre les parties, le prix des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital est déterminé par voie d'expertise, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil.

Le cédant peut à tout moment aviser le président, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il renonce à la cession de ses titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital.

Si, à l'expiration du délai de trois mois l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du

Tribunal de commerce du lieu du siège social statuant en la forme des référés, sans recours possible, l'associé cédant et le cessionnaire dûment appelés.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions, que lesdites cessions interviennent par voie d'apport, de fusion, de partage consécutif à la liquidation d'une société associée, de transmission universelle de patrimoine d'une société ou par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice ou autrement.

Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

La présente clause d'agrément ne peut être supprimée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

Toute cession réalisée en violation de cette clause d'agrément est nulle.

ARTICLE 13 - LOCATION DES ACTIONS

La location des actions est interdite.

ARTICLE 14 - MODIFICATIONS DANS LE CONTROLE D'UN ASSOCIE

Tous les associés personnes morales doivent notifier à la Société toutes informations sur le montant de leur capital social, sa répartition ainsi que l'identité de leurs associés. Lorsqu'un ou plusieurs de ces associés sont eux-mêmes des personnes morales, la notification doit contenir la répartition du capital de ces personnes morales et l'indication de la ou des personnes ayant le contrôle ultime de la société associée.

En cas de modification au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce du contrôle d'une société associée, celle-ci doit en informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au président dans un délai de quinze jours de sa prise d'effet à l'égard des tiers.

Dans le mois suivant la notification de la modification, le président peut consulter la collectivité des associés sur l'exclusion éventuelle de la société dont le contrôle a été modifié, la procédure d'exclusion et ses effets étant décrits dans l'article suivant.

Si la Société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus, si l'exclusion n'est pas prononcée ou si la décision d'exclusion est annulée pour cause de non-régularisation de la cession des actions de l'associé concerné, elle sera réputée avoir agréé le changement de contrôle.

Les dispositions du présent article s'appliquent dans les mêmes conditions à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

La présente clause ne peut être annulée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

ARTICLE 15 - EXCLUSION D'UN ASSOCIE

L'exclusion d'un associé peut être prononcée dans les cas suivants :

- dissolution, redressement ou liquidation judiciaires ;
- décès, dans un délai de six mois suivant celui-ci ;
- changement de contrôle au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce ;
- exercice d'une activité concurrente à celle de la Société, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une société filiale ou apparentée ;
- violation d'une disposition statutaire de la Société ;
- condamnation pénale délictuelle ou criminelle prononcée à l'encontre d'un associé et passée en force de chose jugée.

La décision d'exclusion est prise par décision collective des associés statuant à la majorité représentant 70 % des associés disposant du droit de vote ; l'associé dont l'exclusion est proposée participe au vote et ses actions sont prises en compte pour le calcul de cette majorité.

Les associés sont appelés à se prononcer à l'initiative du président de la Société.

La décision d'exclusion ne peut intervenir sans que les griefs invoqués à l'encontre de l'associé susceptible d'être exclu et la date de réunion des associés devant statuer sur l'exclusion lui aient été préalablement communiqués au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée 20 jours avant la date de la réunion de la collectivité des associés, et ce afin qu'il puisse présenter au cours d'une réunion préalable des associés ses observations, et faire valoir ses arguments en défense, lesquels doivent, en tout état de cause, être mentionnés dans la décision des associés.

Lors de l'assemblée générale, l'associé dont l'exclusion est demandée peut-être assisté de son conseil et requérir, à ses frais, la présence d'un huissier de justice.

La décision d'exclusion prend effet à compter de son prononcé ; elle est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du président.

En outre, cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs des actions ; il est expressément convenu que la cession sera valable sans qu'il y ait lieu d'appliquer les procédures statutaires prévues en cas de cession (agrément, préemption ...).

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les 3 mois de la décision d'exclusion.

Le prix de cession des actions de l'exclu sera déterminé d'un commun accord ou, à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

Si la cession des actions de l'associé exclu ou le paiement du prix ne sont pas réalisés dans le délai prévu, la décision d'exclusion sera nulle et de nul effet.

A compter de la décision d'exclusion, les droits non pécuniaires de l'associé exclu seront suspendus.

Les dispositions du présent article s'appliquent dans les mêmes conditions à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

La présente clause ne peut être annulée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

ARTICLE 16 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

I - Toute action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Le cas échéant, et pour parvenir à ce résultat, il est fait masse de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société et auxquelles les répartitions au profit des actions pourraient donner lieu.

Sauf dispositions contraires de l'acte d'apport, les droits attachés aux actions résultant d'apports en industrie sont égaux à ceux de l'associé ayant le moins apporté.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements.

II - Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

III - La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de la collectivité des associés.

Les créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation ; ils doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de la collectivité des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les associés propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou droits nécessaires.

ARTICLE 17 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les associés propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la Société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la Société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la Société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Le droit de vote attaché aux actions démembrées appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des bénéfices où il appartient à l'usufruitier.

Cependant, les associés concernés peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux consultations collectives. La convention est notifiée par lettre recommandée à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute consultation collective qui aurait lieu après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux consultations collectives.

ARTICLE 18 - PRESIDENT DE LA SOCIETE

La société est représentée, dirigée et administrée par un président, personne physique ou morale, associée ou non de la Société.

Désignation

Le président de la Société est désigné par décision collective des associés réunis en assemblée générale extraordinaire.

La personne morale présidente est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le président, personne physique, ou le représentant de la personne morale président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

Durée des fonctions

Le président est nommé pour une durée non limitée.

Les fonctions de président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de trois mois, lequel pourra être réduit lors de la consultation de la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du président démissionnaire.

La démission du président n'est recevable que si elle est adressée à chacun des associés par lettre recommandée.

Le président peut être révoqué par décision de la collectivité des associés prise à l'initiative d'un ou plusieurs associés réunissant au moins 70 % du capital et des droits de vote de la Société et adopté à 70% des voix des associés présents ou représentés.

En outre, le président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale,
- incapacité ou faillite personnelle du président personne physique,
- mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du président personne morale,
- exclusion en qualité d'associé.

Rémunération

Le président peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées par la décision de nomination ou par toute autre assemblée ordinaire. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

La rémunération du président est fixée par une décision collective adoptée par des associés réunis en assemblée générale ordinaire.

En outre, le président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

Pouvoirs du président

Le président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés.

Le président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société dans la limite de l'objet social, exception faite des décisions relevant de la collectivité des associés et listées à l'article 21 des présents Statuts. En particulier, les décisions suivantes relèvent de la collectivité des associés :

- Souscription d'un emprunt ou concours bancaire d'un montant unitaire supérieur à un montant fixé par décision collective ordinaire des associés, ou à défaut d'une telle décision, d'un montant unitaire de 100 000 €
- Octroi de toute sureté d'un montant unitaire supérieur à un montant fixé par décision collective ordinaire des associés, ou à défaut d'une telle décision, d'un montant unitaire de 100 000 €
- Octroi de prêt par la Société d'un montant unitaire supérieur à un montant fixé par décision collective ordinaire des associés, ou à défaut d'une telle décision, d'un montant unitaire de 50 000 €
- Réalisation d'investissement ou de désinvestissement d'un montant unitaire supérieur à un montant fixé par décision collective ordinaire des associés, ou à défaut d'une telle décision, d'un montant unitaire de 100 000 €
- Engagement contractuel (autre qu'un emprunt, concours bancaire, investissement, désinvestissement, sûreté, prêt) d'un montant unitaire supérieur à un montant fixé par décision collective ordinaire des associés, ou à défaut d'une telle décision, d'un montant unitaire de 1 000 000 €.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du président sont inopposables aux tiers.

La Société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

ARTICLE 19 - DIRECTEUR GENERAL

Désignation

La collectivité des associés réunie en assemblée générale ordinaire peut nommer une ou plusieurs personnes physiques ou une ou plusieurs personnes morales en qualité de Directeur Général pour assister le Président.

La personne morale Directeur Général est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeur Général en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Directeur Général personne physique peut être lié à la Société par un contrat de travail.

Durée des fonctions

La durée des fonctions du ou des Directeurs Généraux est fixée dans la décision de nomination et ne peut excéder celle du mandat du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le ou les Directeurs Généraux conservent leurs fonctions jusqu'à la nomination du nouveau Président, sauf décision contraire des associés.

Les fonctions de directeur général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le ou les directeurs généraux peuvent démissionner de leur mandat par lettre recommandée adressée au président, sous réserve de respecter un préavis de trois mois, lequel pourra être réduit lors de la décision du président qui nommera un nouveau directeur général en remplacement du directeur général démissionnaire.

Révocation

Le ou les directeurs généraux peuvent être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par l'organe ayant procédé à sa nomination. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

En outre, le ou les directeurs généraux sont révoqués de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale,
- incapacité ou faillite personnelle du directeur général personne physique,
- mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du directeur général personne morale,
- exclusion en qualité d'associé.

Rémunération

Le ou les directeurs généraux peuvent recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées dans la décision de nomination ou par une décision ultérieure. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le ou les directeurs généraux sont remboursés de leurs frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

Pouvoirs du directeur général

Le ou les directeurs généraux disposent des mêmes pouvoirs que le président, sous réserve des limitations éventuellement fixées par la décision de nomination ou par une décision ultérieure.

Le ou les directeurs généraux disposent du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

ARTICLE 20 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS OU ASSOCIES

En application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, le président ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente aux associés un rapport sur les conventions, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 dudit code.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

En application des dispositions de l'article L. 227-11 du Code de commerce, les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières sont significatives pour les parties, sont communiquées au Commissaire aux Comptes, s'il en existe un. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article, au président et aux autres dirigeants de la Société.

ARTICLE 21 - DECISIONS COLLECTIVES

La collectivité des associés exerce les pouvoirs qui lui sont attribués par la loi.

Les décisions collectives des associés sont qualifiées, soit d'ordinaires, soit d'extraordinaires.

Les décisions suivantes sont obligatoirement prises collectivement par les associés :

- **Décisions qualifiées d'ordinaires :**
 - Nomination et rémunération du président ;
 - Nomination, rémunération et durée du mandat du directeur général ;
 - Nomination des commissaires aux comptes titulaires et suppléants ;
 - Approbation des conventions réglementées conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés ;

- Fixation ou modification des seuils unitaires définis pour les engagements pris par le président, le directeur général ;
- Souscription d'un emprunt ou concours bancaire d'un montant unitaire supérieur à un montant fixé par décision collective ordinaire des associés, ou à défaut d'une telle décision, d'un montant unitaire de 100 000 € ;
- Octroi de toute sureté d'un montant unitaire supérieur à un montant fixé par décision collective ordinaire des associés, ou à défaut d'une telle décision, d'un montant unitaire de 100 000 € ;
- Octroi de prêt par la Société d'un montant unitaire supérieur à un montant fixé par décision collective ordinaire des associés, ou à défaut d'une telle décision, d'un montant unitaire de 50 000 € ;
- Réalisation d'investissement ou de désinvestissement d'un montant unitaire supérieur à un montant fixé par décision collective ordinaire des associés, ou à défaut d'une telle décision, d'un montant unitaire de 100 000 € ;
- Engagement contractuel (autre qu'un emprunt, concours bancaire, investissement, désinvestissement, sûreté, prêt) d'un montant unitaire supérieur à un montant fixé par décision collective ordinaire des associés, ou à défaut d'une telle décision, d'un montant unitaire de 1 000 000 €.
- Approbation des comptes annuels et affectation du résultat ;
- ;

- **Décisions qualifiées d'extraordinaires :**

- Révocation du président
- Acquisition d'une participation dans une société ;
- Dissolution anticipée de la Société, ou poursuite de l'activité sociale, si les capitaux propres deviennent inférieurs à la moitié du capital social ;
- Fusion, scission, dissolution, apport partiel d'actif, vente de fonds de commerce, transformation ;
- Émission de valeurs mobilières donnant accès ou non au capital ;
- Transformation de la Société ;
- Prorogation de la durée de la Société ;
- Suspension des droits de vote et exclusion d'un associé ou cession forcée de ses actions,
- Augmentation, amortissement ou réduction du capital ;
- Liquidation, nomination du liquidateur et toutes décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- Transfert du siège social de la Société sur le territoire français ;
- Toutes modifications statutaires, sous réserve des dispositions particulières des Statuts ;

- **Décisions prises à l'unanimité :**

- Toutes décisions requérant l'unanimité des associés en application de la loi ;
- Augmentation des engagements des associés ;
- Agrément des cessions d'actions.

Sauf stipulations spécifiques contraires et expresses des présents statuts, toutes les décisions autres que celles énumérées par le présent article relèvent de la compétence du président et du directeur général.

ARTICLE 22 - FORME DES DECISIONS COLLECTIVES

a) Modes de délibération

Les décisions collectives sont prises, au choix du président en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite et être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Toutefois, devront être prises en assemblée générale les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et à l'affectation des résultats, aux modifications du capital social, à des opérations de fusion, scission ou apport partiel d'actif, à l'exclusion d'un associé.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

b) Convocation

Les assemblées générales sont convoquées, soit par le président, soit par un ou plusieurs actionnaires représentant au moins 10 % des droits de vote, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant cinq pour cent au moins du capital ou à la demande du comité d'entreprise en cas d'urgence, soit par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un.

Pendant la période de liquidation, l'Assemblée est convoquée par le liquidateur.

La convocation est effectuée par tous procédés de communication écrite, et notamment par mail, quinze jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

La convocation est accompagnée de tous documents nécessaires à l'information des associés.

Toutefois, l'Assemblée Générale se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai si tous les associés y consentent.

c) Ordre du jour

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs associés représentant au moins 10 % du capital ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions par tous moyens de communication écrite. Ces demandes doivent être reçues au siège social 8 jours au moins avant la date de la réunion. Le président accuse réception de ces demandes dans les 3 jours de leur réception.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour. Elle peut cependant, en toutes circonstances, révoquer le président, un ou plusieurs dirigeants, et procéder à leur remplacement.

d) Consultation écrite

En cas de consultation écrite, le président adresse à chaque associé, par lettre recommandée ou par email, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de 8 jours à compter de la réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à l'auteur de la consultation par lettre recommandée ou par email.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Le résultat de la consultation écrite est consigné dans un procès-verbal établi et signé par le président. Ce procès-verbal mentionne la réponse de chaque associé.

e) Mode de représentation des associés à l'assemblée

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'Assemblée par un autre associé ou par un tiers. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite, et notamment par email.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

f) Tenue de l'assemblée

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'assemblée est présidée par le président de la Société. A défaut, elle élit son président.

L'assemblée désigne un secrétaire qui peut être choisi en dehors des associés.

g) Procès-verbaux des décisions collectives

Les décisions collectives prises en assemblée sont constatées par des procès-verbaux signés par le président et le secrétaire et établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Les procès-verbaux doivent indiquer le lieu et la date de la consultation, l'identité des associés présents et représentés et celle de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et pour chaque résolution le résultat du vote.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime des associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou les feuillets numérotés.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

ARTICLE 23 - MODALITES D'ADOPTION DES DECISIONS COLLECTIVES

a) Quorum

La collectivité des associés, réunie ordinairement, ne peut délibérer valablement que si les associés, présents ou représentés, ou votant par correspondance, possèdent au moins, sur première convocation, 51% des actions ayant le droit de vote. Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation.

La collectivité des associés, réunie extraordinairement, ne peut délibérer valablement que si les associés, présents ou représentés, ou votant par correspondance, possèdent au moins, sur première convocation, 70% des actions ayant le droit de vote et, sur deuxième convocation, 50% des actions ayant les droits de vote.

b) Règle de majorités

Chaque action donne droit à une voix.

Les décisions ordinaires sont prises à 51% des associés présents ou représentés.

Les décisions extraordinaires sont prises à 70% des voix des associés présents ou représentés.

ARTICLE 24 - DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Les rapports établis par le président doivent être communiqués aux frais de la Société aux associés 15 jours avant la date de la consultation, ainsi que les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés du dernier exercice lors de la décision collective statuant sur ces comptes.

Les associés peuvent, à toute époque, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, des statuts à jour de la Société ainsi que, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, des rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives.

ARTICLE 25 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le **premier janvier** et finit le **trente et un décembre**.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 décembre 2021.

ARTICLE 26 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le président établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

En application des dispositions de l'article L. 225-184 du Code de commerce, il établit un rapport spécial qui informe chaque année la collectivité des associés des opérations réalisées dans le cadre des options de souscription ou d'achat d'actions consenties par la Société à chacun des mandataires sociaux.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des Commissaires aux Comptes de la Société, s'il en existe, dans les conditions légales et réglementaires.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et, le cas échéant, du rapport du ou des Commissaires aux Comptes. Lorsque la Société établit des comptes consolidés, ceux-ci sont présentés, lors de cette décision collective, avec le rapport de gestion du groupe et le rapport des Commissaires aux Comptes.

ARTICLE 27 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre tous les associés proportionnellement à leurs droits dans le capital.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 28 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision collective des associés ou, à défaut, par le président.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des

pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 29 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision collective des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si la collectivité des associés n'a pu délibérer valablement. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 30 - TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

La société peut se transformer en société d'une autre forme sur décision collective des associés aux conditions prévues à l'article 21 des Stat

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des associés qui acceptent de devenir commandités en raison de la responsabilité solidaire et indéfinie des dettes sociales.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

ARTICLE 31 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé par les statuts, ou à la suite d'une décision collective des associés prise dans les conditions fixées par les présents statuts.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette décision collective.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible entre les associés.

La collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'associé unique, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 32 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre la Société et les associés titulaires de ses actions, soit entre les associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Paris.

ARTICLE 33 - FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS - FRAIS

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes pour effectuer l'ensemble des formalités relatives à l'enregistrement des présents statuts et notamment :

- Procéder à l'enregistrement des statuts auprès du Service des impôts compétent ;
- Procéder à toutes déclarations auprès du Registre du commerce et des sociétés de Paris ;
- A cet effet, signer tous actes et pièces, acquitter tous droits et frais, et plus généralement faire tout ce qui sera nécessaire afin d'enregistrer les statuts tels que modifiés à la date de signature des présentes en accomplissant toutes autres formalités prescrites par la loi.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes à l'effet d'accomplir l'ensemble des formalités de publicité, de dépôt et autres pour parvenir à l'enregistrement des présentes.

Statuts mis à jour le 21 juin 2024

Monsieur Adrien TEIXEIRA

Monsieur Alexis RODRIGUES

Madame Chloé SAROT

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Sarot', written over the printed name.

Madame Clécie MENDES